

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Ville d'Anvers, 17e division

310 m² maison avec terrain, Marconistraat 9, section G, n° 280⁹, tenant à l'Etat belge et à Imbrecht-Heylen, Leopold, à Anvers.

Prix : 750 000 francs, outre les frais d'acte.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition à Anvers, Molenbergstraat 10 (tél. 03/231 86 60).

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Ville d'Anvers, 17e division

125 m² terrain, à coté de la maison Marconistraat 9, section G, n° 280⁹, tenant à l'Etat belge et à Coppens-Van Eekelen, Louis, à Anvers.

Prix : 20 000 francs, outre les frais d'acte.

Les réclamations éventuelles ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition à Anvers, Molenbergstraat 10 (tél. 03/231 86 60).

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Ville d'Anvers

140 m² maison avec terrain, « Marconistraat 7 », section G, n° 280⁹, tenant aux domaines de l'Etat et à A. Buitinck, à Anvers.

Prix : 725 000 F, outre les frais d'acte.

Les réclamations ou surenchères éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition à Anvers, Molenbergstraat 10 (tél. 03/231 86 60).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Antwerpen, 17e afdeling

310 m² huis op en met grond, Marconistraat 9, sectie G, nr. 280⁹, palende aan de Belgische Staat en aan Imbrecht-Heylen, Leopold, te Antwerpen.

Prijs : 750 000 frank, buiten de aktekosten.

Eventuele bezwaren of hogere biedingen moeten binnen een maand van dit bericht worden toegestuurd aan het Aankoopcomité te Antwerpen, Molenbergstraat 10 (tel. 03/231 86 60).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Antwerpen, 17e afdeling

125 m² grond, naast huis Marconistraat 9, sectie G, nr. 280⁹, palende aan de Belgische Staat en aan Coppens-Van Eekelen, Louis, te Antwerpen.

Prijs : 20 000 frank, buiten de aktekosten.

Eventuele bezwaren of hogere biedingen moeten binnen een maand van dit bericht worden toegestuurd aan het Aankoopcomité te Antwerpen, Molenbergstraat 10 (tel. 03/231 86 60).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Antwerpen

140 m² huis met grond, Marconistraat 7, sectie G, nr. 280⁹, palende aan de Belgische Staat en aan A. Buitinck, te Antwerpen.

Prijs : 725 000 F, buiten de aktekosten.

Eventuele bezwaren of hogere biedingen dienen binnen een maand van dit bericht bekendgemaakt aan het Aankoopcomité te Antwerpen, Molenbergstraat 10 (tel. 03/231 86 60).

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

12 JANVIER 1987. — Circulaire ministérielle relative à l'application de l'arrêté royal du 27 novembre 1973, portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises, dans le secteur des ateliers protégés

Articles de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 qui nécessitent une adaptation :

Article 1^{er}. L'information doit être fournie sur quatre niveaux

1. L'unité technique d'exploitation
2. L'entité juridique dont l'unité technique d'exploitation fait partie
3. Il en va de même pour l'entité économique et financière dont fait partie l'entreprise
4. Séparation par sous-ensembles, pour autant que cela soit expressément prévu dans la réglementation et pour autant que cette ventilation existe déjà dans la comptabilité de l'entreprise

Remarque : En fonction des caractéristiques spécifiques du secteur des ateliers protégés, en particulier le fait que le plus grand nombre des travailleurs intéressés sont des moins-valides, il est important que l'information, même conforme aux exigences de qualité de l'arrêté royal, soit présentée et fournie de façon telle que la communication des données et l'information en général soit satisfaisante eu égard aux désirs et surtout aux possibilités des travailleurs.

INFORMATION DE BASE

Article 5. Le statut

1. La forme juridique
2. Les statuts et leurs modifications

Application au secteur des ateliers protégés

C'est l'entité qui a reçu un numéro d'agrément du Fonds national pour le reclassement des handicapés.

Si l'entité juridique comporte différentes unités techniques d'exploitation dans chacune de ces unités toute l'information sera communiquée au conseil d'entreprise sur les unités techniques d'exploitation concernées et sur l'entité juridique entière.

L'intention est de pouvoir situer l'unité technique d'exploitation dans le cadre élargi du groupe économique ou financier dont elle fait partie. Les informations à fournir à ce niveau sont mentionnées dans les articles 5, 8, 11, 14 et 17 de l'arrêté royal du 27 novembre 1973.

En vertu de l'arrêté royal, le conseil d'entreprise est compétent pour la détermination des sous-ensembles. Les activités ou divisions éventuelles qui présentent une certaine homogénéité et qui possèdent une autonomie peuvent être considérées par le conseil d'entreprise comme sous-ensembles.

Eventuellement à fournir aussi au niveau de l'entité juridique, économique ou financière.

Il est indiqué de tenir à la disposition des membres du conseil d'entreprise le texte de la réglementation qui règle l'organisation du secteur. L'arrêté d'agrément de l'institution sera également repris au dossier de base.

3. La direction L'information comprendra la liste des membres du conseil d'administration et des personnes chargées de la gestion journalière.
4. Les moyens financiers à moyen et à long terme et les relations économiques et financières Le montant, le taux d'intérêt, l'établissement prêteur, la durée des emprunts qui s'étendent sur plus d'une année. Ensuite on doit mentionner les fonds propres et les noms des membres de l'assemblée générale de la personne morale.
La liste des entreprises pour lesquelles existent des liens de contrôle et de dépendance.
5. L'existence et la nature des conventions et accords ayant des effets fondamentaux et durables Les éléments essentiels des contrats importants et durables sont à communiquer. Cela peut-être par exemple : des contrats avec des secrétariats sociaux, des accords de collaboration avec d'autres ateliers protégés, des contrats d'entretien, des contrats de location, etc., qui comportent un caractère suffisamment important et durable.
- Article 6. La position concurrentielle
1. Les noms des principaux concurrents . Eventuellement à fournir pour l'entité juridique.
La notion de concurrence devra être adaptée à la situation spécifique des ateliers protégés sur le marché.
2. Les possibilités et les difficultés en matière de concurrence Il faut expliquer l'existence et l'influence de certaines activités sur la possibilité, pour les ateliers protégés, de pouvoir obtenir des commandes. Sur le plan local, un élément de discussion peut-être constitué par les activités semblables des entreprises normales, d'établissements pénitentiaires, etc.
3. Les débouchés Les débouchés, tant pour la production propre que pour les fournitures connexes, doivent être commentés.
4. Les contrats d'achats et de ventes ayant des conséquences fondamentales et durables Les stipulations principales des éventuels contrats et accords d'achats ou de ventes doivent être communiqués. Dans ce cas, se trouvent par exemple les contrats d'exclusivité, industriels et commerciaux.
6. Les éléments permettant de se faire une idée générale de la commercialisation... Les renseignements sur les techniques de vente, éventuellement sur les budgets publicitaires, les canaux de distribution, etc., qui ont pour effet d'attirer des clients éventuels tant pour les activités de service que pour la production propre doivent être mentionnés.
7. Les données comptables relatives au chiffre d'affaires, son évolution sur cinq ans On doit fournir, sur cinq ans, le chiffre d'affaires, c'est-à-dire : le total des rentrées avec une ventilation entre les revenus d'exploitation, les subventions et les autres rentrées (dons, tombolas, etc.). Si le conseil d'entreprise a défini des sous-ensembles, ces données doivent aussi être fournies par sous-ensembles.
Pour l'élaboration des données prévues suivant les possibilités de l'article 6, § (par produits, groupe de produits ou quelques produits représentatifs) on peut s'en référer au compte d'exploitation où les éléments suffisants doivent pouvoir se trouver afin de fournir l'évolution des prix de revient et de vente.
8. Un aperçu des prix de revient et de vente La position de l'entreprise sur le marché sera précisée à partir des statistiques disponibles.
9. La position de l'entreprise sur le marché et son évolution
- Article 7. La production et la productivité
1. L'évolution de la production Ces renseignements doivent être fournis pour les cinq dernières années et éventuellement ventilés par sous-ensembles.
L'évolution sera exprimée en volume, en valeur et en valeur ajoutée. Pour la détermination de la valeur on tiendra compte du chiffre d'affaires. La valeur ajoutée sera obtenue par la déduction du chiffre d'affaires, du coût des matières. Enfin, on pourra faire une distinction entre production pour propre compte et celle pour compte de tiers.
2. Utilisation de la capacité économique de production Si cette donnée est suivie dans les ateliers protégés, le taux d'occupation des machines utilisées sera repris dans les informations.
3. L'évolution de la productivité Celle-ci s'exprime normalement par le rapport entre les revenus bruts et les heures de travail prestées.
- Article 8. La structure financière
1. Un commentaire explicatif du plan comptable Les renseignements concernant la structure financière de l'unité technique d'exploitation et éventuellement de l'entité juridique, économique ou financière.
Une explication de la façon dont est appliqué le plan comptable établi par le Fonds national.
2. Les comptes annuels des cinq dernières années Il s'agit aussi des comptes d'exploitation établis conformément aux prescriptions du Fonds national. Les coefficients de liquidité et de solvabilité seront également fournis.
- Article 9. La méthode budgétaire et le calcul du prix de revient
1. La méthode budgétaire Une description de la méthode budgétaire et de la manière dont elle est utilisée dans le courant de l'année suffit ici.
2. La méthode de calcul du prix de revient La méthode de calcul du prix de revient doit être décrite.
3. La structure des coûts et leur répartition La structure concerne les postes matières premières, salaires, amortissements, frais administratifs qui seront fournis par produit ou grandes divisions.
- Article 10. Les frais de personnel Le cas échéant, les frais de personnel seront communiqués par sous-ensembles. La ventilation se fera sur base des différents éléments mentionnés à l'article 10 de l'arrêté royal de 1973.

- Article 11. Le programme et les perspectives générales d'avenir
 Cela concerne tous les aspects des activités de l'entreprise
 A fournir au niveau de l'unité technique d'exploitation et au niveau de l'entité juridique, économique ou financière. Outre les aspects financiers et économiques, c'est surtout la mission sociale qui importe dans le secteur, notamment l'assistance psychosociale et les mesures d'accompagnement des travailleurs moins-valides. On fournira comme information : les critères d'accès ou de refus des moins-valides dans les ateliers protégés; la méthode d'accueil, les modalités du travail de groupe, etc.
- Article 12. La recherche scientifique
 Politique suivie en la matière
 Ceci peut concerner tous les aspects d'activité : nouveaux produits et procédés de production, nouvelles méthodes pédagogiques, nouvelles méthodes d'intégration sociale et nouvelles méthodes de travail adaptées aux moins-valides.
- Article 13. Les aides publiques
 Toutes formes d'aides publiques
 Des renseignements seront fournis sur l'origine, la nature, le volume et la destination de toutes les formes d'aides à tous les niveaux : Fonds national, province, commune, etc.
- Article 14. L'organigramme
 Le plan de l'entreprise
 Un tableau de l'organisation du groupe
 Une représentation nominative de l'organisation fonctionnelle avec mentions des fonctions jusque et y compris les derniers responsables hiérarchiques.
 Un plan de l'entreprise, des bâtiments des divisions, sous-divisions et postes de travail de l'atelier protégé.
 Ce tableau doit permettre aux travailleurs de situer leur entreprise dans l'entité juridique, économique ou financière dont elle fait partie.

L'INFORMATION ANNUELLE

- Article 17 et suivants.
 Mise à jour de l'information de base. Un exemplaire du bilan, etc.
 Les comptes annuels complets accompagnés des commentaires prévus doivent être communiqués. La mise à jour de l'information de base doit être faite par écrit.
- Commentaire du chef d'entreprise
 Le chef d'entreprise devra comparer les apports en capitaux reçus du Fonds national ou d'autres institutions avec les investissements réels. Les différences constatées seront expliquées et les moyens pour les faire disparaître seront précisés.

L'INFORMATION PERIODIQUE

- Article 24. Renseignements sur...
 Ces renseignements seront, le cas échéant, fournis par sous-ensembles. Etant donné que l'information périodique a pour objectif de suivre et d'évaluer les activités des ateliers protégés à court terme, il s'indiquera de fournir comme information les éléments principaux du compte d'exploitation ou le compte d'exploitation dans son ensemble. Le chef d'entreprise expliquera ces informations et les rendra comparables avec l'information de base et les données du trimestre précédent. Il fera, pour conclure, des prévisions pour le trimestre suivant.

L'INFORMATION OCCASIONNELLE

- Articles 25 et 26. En cas d'événements importants ou de décisions internes
 Le concept « événements importants » comprend par exemple la perte ou l'obtention de commandes importantes. De trop gros écarts de l'état de stocks peuvent aussi parfois avoir une répercussion significative sur les conditions de travail.
 Le concept « décisions internes » consiste par exemple en un changement de la composition du personnel ou du nombre des cadres consécutivement à de profondes variations dans les commandes.

Le Ministre des Affaires économiques,
 Ph. Maystadt.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

12 JANUARI 1987. — Ministeriële omzendbrief over de toepassing van het koninklijk besluit van 27 november 1973, houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden, in de sector beschutte werkplaatsen

Artikelen koninklijk besluit van 27 november 1973 die een aanpassing vergen :

- Artikel 1. De informatie dient op vier niveaus te worden verstrekt
1. De technische bedrijfseenheid
 2. De juridische entiteit waarvan de technische bedrijfseenheid deel uitmaakt

Toepassing op de sector beschutte werkplaatsen

- Dit is de entiteit die van het Rijksfonds voor sociale reclassering van minder-validen een erkenningsnummer heeft gekregen.
 Indien de juridische entiteit verschillende technische bedrijfseenheden omvat zal in elk van deze eenheden aan de ondernemingsraad alle informatie over de betrokken technische bedrijfseenheden en van de volledige juridische entiteit worden medegedeeld.

3. Zo het voorkomt de economische of financiële entiteit waarvan de onderneming deel uitmaakt
4. Uitsplitsing per onderdeel, voor zover uitdrukkelijk voorzien in de reglementering en in zoverre deze uitsplitsing in de boekhouding van de onderneming reeds bestaat

De bedoeling moet zijn de technische bedrijfseenheid te kunnen situeren in het ruimer kader van de economische of financiële groep waarvan ze deel uitmaakt. De te verstrekken inlichtingen op dit niveau komen voor in de artikelen 5, 8, 11, 14 en 17 van het koninklijk besluit van 27 november 1973.

Krachtens het koninklijk besluit is de ondernemingsraad bevoegd voor het bepalen van de onderdelen. Eventuele activiteiten of afdelingen die een zekere homogeniteit vertonen en enige onafhankelijkheid bezitten kunnen door de ondernemingsraad mogelijk als onderdeel worden aangewezen.

Opmerking: Wegens de specifieke kenmerken van de sector beschutte werkplaatsen, vooral door het feit dat het grootste aantal van de betrokken werknemers uit minder-validen bestaat, is het belangrijk de informatie zodanig op te stellen en over te brengen dat, hoewel voldaan wordt aan de kwaliteitseisen van het koninklijk besluit, de mededeling van de gegevens en de communicatie in het algemeen voldoende inspeelt op de behoeften en vooral de mogelijkheden van de werknemers.

BASISINFORMATIE

Artikel 5. Het statuut

1. De juridische vorm
2. De statuten en de wijzigingen ervan
3. De leiding
4. Financieringsmiddelen op de halflange en op lange termijn

en de financiële en economische betrekkingen
5. Het bestaan en de aard van de overeenkomsten en akkoorden met fundamentele en duurzame gevolgen

Eventueel ook op niveau juridische, economische of financiële entiteit te verstrekken.

Het is aangewezen de tekst van de wetgeving die de organisatie van de sector regelt, ter inzage te houden van de ondernemingsraadsleden. Het besluit tot erkenning van de instelling zal eveneens in het basisdossier worden opgenomen.

Omvat de lijst van de leden van de raad van bestuur en van de personen belast met het dagelijks bestuur.

Het bedrag, de intrestvoet, de ontlenende instelling, de duur van de leningen die lopen over meer dan één jaar. Vervolgens worden vermeld het eigen vermogen en de namen van de leden van de algemene vergadering van de rechtspersoon.

De lijst van de ondernemingen waarmede banden van controle en afhankelijkheid bestaan.

De essentiële elementen van belangrijke en duurzame contracten worden verstrekt. Dit kunnen bijvoorbeeld zijn: contracten met sociale secretariaten, samenwerkingsovereenkomsten met andere beschutte werkplaatsen, onderhoudscontracten, huurcontracten, enz., die een voldoende belangrijk en duurzaam karakter dragen.

Artikel 6. De concurrentiepositie

1. De namen van de voornaamste concurrenten
2. De concurrentiemogelijkheden en -moeilijkheden
3. De afzetgebieden
4. De aan- en verkoopcontracten met fundamentele en duurzame gevolgen
6. De elementen die moeten toelaten een inzicht te krijgen in de commercialisatie...
7. De boekhoudkundige gegevens van de omzet, zijn evolutie over vijf jaar;
8. Een overzicht van de kost- en verkoopprijzen
9. De marktpositie en de evolutie van de onderneming

Eventueel te verstrekken voor de juridische entiteit.

Het begrip concurrentie dient aangepast te worden aan de specifieke toestand van de beschutte werkplaats in de markt.

Het bestaan en de druk van sommige activiteiten op de mogelijkheid voor de beschutte werkplaats om bestellingen te bemachtigen kan worden belicht. De op lokaal vlak voorkomende activiteiten van gewone bedrijven, gevangeniswerk, enz., kan hierbij eveneens een element ter bespreking zijn.

De afzetgebieden zowel voor de eigen produkten als voor de toeleveringsprodukten worden medegedeeld.

De voornaamste bepalingen van eventuele aan- of verkoopcontracten en -akkoorden worden medegedeeld. Hieronder vallen bijvoorbeeld de industriële of commerciële exclusiviteitscontracten.

De inlichtingen over de verkooptechnieken, eventuele reclamebudgetten, distributiekkanalen, enz., die het mogelijk maken om potentiële opdrachtgevers aan te trekken, zowel als toeleveringsbedrijf of als producent van eigen produkten, worden bedoeld.

Als « omzet » wordt over vijf jaar verstrekt: het totaal van de inkomsten, waarbij een opsplitsing kan gemaakt worden tussen de inkomsten uit exploitatie, de toelagen en de andere inkomsten (giften, tombola's, enz.). Indien de ondernemingsraad onderdelen heeft bepaald zullen deze gegevens eveneens per onderdeel worden verstrekt.

Bij het opstellen van de gegevens volgens de door artikel 6, 8, voorziene mogelijkheden (per eenheid, per groep of voor enkele representatieve produkten) kan teruggegrepen worden naar de exploitatierekening waaruit voldoende elementen voor het geven van een evolutie van de kost- en verkoopprijzen moeten kunnen geput worden.

De marktpositie zal geschetst worden aan de hand van de statistische gegevens die voorhanden zijn.

Artikel 7. De productie en de productiviteit

1. De evolutie van de productie
2. De aanwending van de economische productiecapaciteit
3. De evolutie van de productiviteit

Deze inlichtingen moeten verstrekt worden voor de laatste vijf jaar en eventueel uitgesplitst per onderdeel.

De evolutie zal in volume, in waarde en in toegevoegde waarde worden uitgedrukt. Voor de berekening van de waarde moet het omzetcijfer worden in aanmerking genomen. De toegevoegde waarde wordt bekomen door van de omzet de grondstoffen af te trekken. Hierbij kan ten slotte een onderscheid worden gemaakt tussen de productie in eigen beheer en deze voor rekening van derden.

Zo in de werkplaats de bezettingsgraad van de gebruikte machines wordt opgevolgd zal deze in de informatie worden opgenomen.

Deze wordt normaliter uitgedrukt door de bruto-opbrengst te plaatsen tegenover het aantal gepresteerde arbeidsuren.

- Artikel 8. De financiële structuur
1. Een verklarende commentaar van het gebruikte rekeningstelsel
 2. De jaarrekeningen van de laatste vijf jaar
- Artikel 9. De budgetteringsmethode en de kostprijsberekening
1. De budgetteringsmethode
 2. De berekeningsmethode van de kostprijs
 3. De structuur van de kosten en de spreiding ervan
- Artikel 10. De personeelskosten
- Artikel 11. Het programma en de algemene toekomstverwachtingen
Strekt zich uit over alle aspecten van de activiteit van de onderneming
- Artikel 12. Het wetenschappelijk speurwerk
Terzake gevoerde beleid
- Artikel 13. De overheidstegemoetkomingen
Alle vormen van overheidstegemoetkomingen
- Artikel 14. Het organigram
- Het plan van de onderneming
- Een tabel van de organisatie van de groep
- DE JAARLIJKSE INFORMATIE
- Artikel 17 en volgende.
- Bijwerking van de basisinformatie. Een exemplaar van de balans, enz.
- Toelichting door het ondernemingshoofd
- DE PERIODIEKE VOORLICHTING
- Artikel 24. Inlichtingen over...
- DE OCCASIONELE INFORMATIE
- Artikelen 25 en 26. Bij belangrijke gebeurtenis of interne beslissing
- De inlichtingen slaan op de financiële structuur van de technische bedrijfseenheid en eventueel van de juridische, economische of financiële entiteit.
- Een toelichting van de wijze waarop het door het Rijksfonds opgelegde rekeningstelsel in de beschutte werkplaats wordt toegepast.
- Hieronder valt eveneens de exploitatierekening opgesteld overeenkomstig de voorschriften van het Rijksfonds. De liquiditeits- en solvabiliteitsratio's zullen eveneens worden verstrekt.
- Een beschrijving van de methode en van de wijze waarop deze in de loop van het boekjaar wordt gebruikt en aangepast volstaat.
- De methode van berekening van de kostprijs moet worden beschreven.
- De structuur heeft betrekking op de posten grondstoffen, lonen, afschrijvingen, administratieve kosten die per product of per grote afdeling zullen worden verstrekt.
- In voorkomend geval zullen de personeelskosten per onderdeel worden verstrekt. De uitsplitsing gebeurt op grond van de verschillende elementen vermeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 1973.
- Te verstrekken op niveau technische bedrijfseenheid en op niveau juridische, economische of financiële entiteit.
- Naast de financieel-economische aspecten is in de sector vooral de sociale opdracht belangrijk, met name de psychisch-sociale bijstand en begeleiding van de minder-valide werknemers. Als informatie zal er verstrekt worden : de criteria van toelating of weigering van minder-validen in de beschutte werkplaats; de methode van onthaal, de modaliteiten van het groepswerk, enz.
- Dit kan op alle aspecten van de activiteit slaan : nieuwe producten en productieprocessen, nieuwe agogische methoden, nieuwe methoden voor sociale integratie en nieuwe werkmethoden aangepast aan de minder-validen.
- Inlichtingen over de oorsprong, de aard, het volume en de bestemming van alle vormen van overheidstoelagen op alle niveaus : Rijksfonds, provincie, gemeente, enz.
- Een nominatief beeld van de werkelijke organisatie met vermelding van de functies tot en met de laatste hiërarchische verantwoordelijke.
- Een plan van de vestigingsplaats, de gebouwen, de afdelingen, onderafdelingen en posten van de beschutte werkplaats.
- Deze tabel moet de werknemers in staat stellen hun onderneming te situeren in de juridische, economische of financiële entiteit waarvan zij deel uitmaakt.
- De volledige jaarrekening moet worden medegedeeld en van commentaar voorzien. De bijwerking van de basisinformatie moet schriftelijk gebeuren.
- Het ondernemingshoofd zal de van het Rijksfonds of andere instellingen ontvangen kapitaaltoelagen moeten vergelijken met de reële investeringskosten. De vastgestelde verschillen zullen uitgelegd worden en de middelen om deze verschillen weg te werken zullen worden aangestipt.
- Deze inlichtingen zullen desgevallend per onderdeel worden verstrekt.
- Gezien de periodieke informatie als doel heeft de activiteiten van de beschutte werkplaats op korte termijn te volgen en te evalueren is het aangewezen de voornaamste elementen van de exploitatierekening of de exploitatierekening in zijn geheel, als informatie te verstrekken. Het ondernemingshoofd zal deze informatie verduidelijken en een vergelijking mogelijk maken met de basisinformatie en de gegevens van het vorige kwartaal. Ten slotte zal hij een projectie naar het volgende kwartaal uitvoeren.
- Onder het begrip « belangrijke gebeurtenis » valt bijvoorbeeld het verlies of het verkrijgen van belangrijke bestellingen. Ook al te grote schommelingen van ordervoorraden kunnen soms een aanzienlijke weerslag hebben op de werkgelegenheid.
- Het begrip « interne beslissing » slaat bijvoorbeeld op een wijziging van het personeelsbestand of van het aantal kaderleden als gevolg van grote schommelingen van de bestellingen.

De Minister van Economische Zaken,
Ph. Maystadt.